

3 mai 2021

Libye : Les Touaregs

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Des berbères semi nomades présents en majorité dans la région du Fezzan	3
2. Les Touaregs sous le régime de Mouammar Kadhafi	4
2.1. Engagement dans les forces armées	4
2.2. Accès à la nationalité.....	5
3. Après la révolution de 2011.....	6
3.1. Une communauté divisée	6
3.1. Conflit avec la minorité touboue	7
3.2. Situation depuis 2019 et l'offensive de l'armée nationale libyenne (ANL) sur la région du Fezzan	11
Bibliographie.....	13

Résumé : Les Touaregs forment un groupe non arabe historiquement semi-nomade et pastoral. Ils vivent principalement dans le sud-ouest de la Libye, dans la région du Fezzan, dans un espace allant de la ville oasis d'Oubari à Ghât et Ghadamès. Sous le régime de Mouammar Kadhafi, ils s'engagent massivement dans les forces armées avec la promesse d'être naturalisés. Le processus de naturalisation reste cependant inachevé avec la révolution de 2011 et nombre d'entre eux demeurent apatrides. Durant la révolution de 2011 un nombre important de Touaregs reste fidèles à Mouammar Kadhafi en particulier ceux ayant intégré ses forces de sécurité, mais d'autres rejoignent les forces révolutionnaires. Après la révolution, les Touaregs souvent perçus comme des collaborateurs du régime indépendamment de leurs parcours individuels, font l'objet de représailles et d'intimidations. En 2014 ils entrent en conflit avec la minorité ethnique des Toubous, notamment dans les villes d'Oubari et de Sebha, pour le contrôle des points de passage stratégiques de l'ouest du Fezzan et des trafics transfrontaliers. Au début de la seconde guerre civile en 2014, les Touaregs soutiennent en majorité le régime de Tripoli et la coalition militaire Aube de Libye (Fajr Libya), même si certaines milices touarègues rejoignent le maréchal Haftar. Les allégeances nouées avec les deux entités du pouvoir à l'est et à l'ouest du pays évoluent au cours du conflit et sont propres à chaque localité. En 2019, à la suite de la percée du maréchal Haftar dans le Fezzan, la majorité des Touaregs apportent leur soutien à l'Armée Nationale Libyenne (ANL).

Abstract: The Tuareg are a historically semi-nomadic and pastoral non-Arab group. They live mainly in southwestern Libya, in the Fezzan region, in an area stretching from the oasis town of Ubari to Ghat and Ghadames. Under Muammar Gaddafi's regime, Tuaregs joined the armed forces in large numbers with the promise of naturalization. However, the naturalization process was not completed with the 2011 revolution, and many remained stateless. During the 2011 revolution, a significant number of Tuaregs remained loyal to Muammar Gaddafi, particularly those who had joined his security forces, but others joined the revolutionary forces. After the revolution, Tuaregs, usually perceived as collaborators with the regime regardless of their individual backgrounds, were subject to reprisals and intimidation. In 2014, they came into conflict with the Tubu ethnic minority T, particularly in the towns of Oubari and Sebha, over control of strategic crossing points in western Fezzan and cross-border trafficking. At the start of the second civil war in 2014, the majority of Tuaregs supported the Tripoli regime and the military coalition Dawn of Libya (Fajr Libya), although some Tuareg militias joined Khalifa Haftar. Allegiances with the two power entities in the East and West of the country have evolved over the course of the conflict and are specific to each locality. In 2019, following Khalifa Haftar's breakthrough in Fezzan, the majority of Tuareg supported the Libyan National Army (LNA).

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Des berbères semi-nomades présents en majorité dans la région du Fezzan

Les Touaregs font partie des peuples berbères (amazigh ; en berbère : *Imazighen*)¹. De confession musulmane sunnite², ils sont historiquement éleveurs et commerçants et mènent généralement une vie semi-nomade³.

Les Touaregs sont répartis sur cinq pays de la bande sahélo-saharienne : la Libye, l'Algérie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger⁴. En Libye, ils parlent le tamasheq, un dialecte berbère⁵, et sont présents en majorité dans la région du Fezzan (sud du pays), et plus particulièrement dans les villes de Sebha, Oubari, Ghât, Al-Aweinat, Awal et Dirj⁶.

Dans le contexte de la révolution de 2011, nombre d'entre eux sont contraints de fuir la région et se réfugient à Ghadamès, une ville située à la frontière avec l'Algérie et la Tunisie, qui compte également une importante communauté touarègue⁷.

Le nombre exact des Touaregs vivant en Libye n'est pas connu, en raison notamment de leur mode de vie nomade⁸. Les estimations varient entre 60 000 à 250 000⁹, Andrew McGregor, le directeur d'*Aberfoyle International Security* (une agence spécialisée sur les questions sécuritaires en Afrique), estimant leur nombre à environ 100 000¹⁰.

En 2009, selon un rapport du groupe de travail de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), les Touaregs libyens sont répartis entre les tribus suivantes : Imanghassatan, Iwraghan, Imanan, Ibattanatan, Imaqerghissan, Ihaggaran, Kel-Oulli, Ifilalen, Ilamtayen, Iwarzatan, Kel-Essouk, Ifoghas, Imghad, Ildnan, Chamanammas, Kel-intassar, Imouchar, Iraganatan, Taghat Mallat, Kel Tinalkom¹¹.

Ils se subdivisent par ailleurs essentiellement en deux branches :

Une première constituée des Touaregs appartenant à la confédération Kel Ajjer¹², un vaste regroupement de tribus présent en Libye et qui s'étend également à une partie du territoire algérien¹³. Historiquement implantés le long de la frontière entre ces deux pays, ces Touaregs possèdent des racines libyennes remontant à plusieurs siècles¹⁴.

Une seconde branche qui regroupe les Touaregs arrivés en Libye dans les années 1970 en provenance du Mali et du Niger, fuyant la répression, la sécheresse et la pauvreté. Généralement appelés « Touaregs sahéliens », ils se surnomment eux-mêmes *Ishumar*, un terme dérivé du français « chômeur »¹⁵.

¹ Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)- International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2009, p26, [url](#)

² United States Department of State, 2017, p27, [url](#)

³ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#); The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#); The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁵ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#)

⁶ United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 03/07/2021, p31, [url](#)

⁷ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

⁸ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p12, [url](#)

⁹ Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)- International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2009, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

¹⁰ MCGREGOR Andrew, Jamestown Foundation, 16/09/2011, [url](#)

¹¹ Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)- International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2009, p26, [url](#)

¹² Il existe sept confédérations touarègues : les Kel Ahaggar en Algérie et au Niger, les Kel Ajjer en Libye et Algérie, les Kel Aïr au Niger, les Kel Azawagh au Niger et au Mali, les Kel Adagh au Mali, les Kel Tadamakkat au Mali et les Oudalan au Burkina Faso. Maliactu, 07/12/2013, [url](#)

¹³ SIGGILLINO Lorenzo, Mediterranean Affairs, 05/06/2015, [url](#)

¹⁴ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

¹⁵ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

2. Les Touaregs sous le régime de Mouammar Kadhafi

Sous Mouammar Kadhafi, à l'instar d'autres communautés non-arabes, les Touaregs constituent une minorité marginalisée. Le régime, qui se fait le chantre du panarabisme, refuse en effet de leur reconnaître le statut de groupe ethnique autochtone¹⁶.

2.1. Engagement dans les forces armées

Au cours des années 1970, Mouammar Kadhafi tire parti des Touaregs sahéliens (en provenance du Mali et du Niger) particulièrement défavorisés, en leur promettant salaire et documents d'identité en échange de leur engagement dans les forces armées du régime¹⁷. Nombre d'entre eux rejoignent alors leurs rangs, en intégrant notamment la « légion islamique », une unité qui est dissoute dans les années 1980¹⁸ ; certains Touaregs sont notamment déployés pour combattre au Tchad, au Liban et en Ouganda¹⁹.

A partir des années 1990, le territoire libyen sert par ailleurs de sanctuaire aux combattants de la rébellion touarègue de la sous-région, un mouvement qui prend ses racines au Mali dans les années 1960, et se poursuit dans les années 1990 et 2000 avec le Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) et la lutte armée pour l'indépendance de l'Azawad²⁰. Au cours des années 1990 et 2000, la rébellion se propage au Niger²¹.

En 2009, les deux principaux chefs rebelles touaregs, le Malien Ibrahim Ag Bahanga et le Nigérien Agaly Alambo, trouvent refuge en Libye²², où en 2005 et 2006, Mouammar Kadhafi réitère sa promesse d'octroyer une carte d'identité provisoire ainsi que la citoyenneté libyenne à tous les Touaregs présents sur le territoire, et notamment à ceux servant dans l'armée²³. Ibrahim Ag Bahanga et Agaly Alambo aident ainsi le régime à recruter quelques milliers de combattants pour ses forces armées²⁴.

Dans les villes du Fezzan, de nombreux Touaregs se tournent également vers l'armée de Mouammar Kadhafi afin de trouver un moyen de subsistance, certains finissant entre autres y par occuper des postes importants²⁵. Nombre d'entre eux rejoignent les forces d'élite, comme la 32^{ème} brigade (plus connue sous le nom de Brigade Khamis), une unité composée essentiellement de Touaregs et dirigée par Khamis Kadhafi, le fils benjamin de Mouammar Kadhafi. D'autres, également nombreux, sont enrôlés dans la Brigade Maghawir²⁶, une unité créée en 2004, commandée par le général Ali Kana, et composée également exclusivement de Touaregs²⁷, essentiellement sahéliens. Sous le régime de Mouammar Kadhafi, la Brigade Maghawir compte quelque 3 000 hommes²⁸.

Toutefois, alors qu'éclate la révolution de 2011, le processus de naturalisation promis par Mouammar Kadhafi reste inachevé²⁹. En 2010, la Loi n°24 sur la nationalité libyenne interdit notamment aux Imazighen (berbères), parmi lesquels les Touaregs, de donner à leurs enfants des noms non-arabes. De nombreux jeunes Touaregs n'ont par ailleurs toujours pas accès aux mêmes services et aux mêmes opportunités que les autres habitants du pays, étant dépourvus du livret de famille nécessaire pour pouvoir candidater à un emploi ou à un programme universitaire, ainsi que pour solliciter un prêt bancaire³⁰. En avril 2012, selon Issa Azaoui, membre de l'association « Toumast » [« identité

¹⁶ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

¹⁷ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

¹⁸ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#) ; BOILLEY Pierre, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 151-162, [url](#)

¹⁹ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#)

²⁰ Le territoire revendiqué de l'Azawad englobe les 6^e, 7^e et 8^e régions du Nord du Mali (voir BLANC Florent, Territoires de paix, 14/12/2012, [url](#))

²¹ BOILLEY Pierre, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 151-162, [url](#) ; DJIBO Mamoudou, Revue Autrepars, n° 23, mars 2002, [url](#)

²² BOILLEY Pierre, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 151-162, [url](#) ; Jeune Afrique, 05/11/2011, [url](#)

²³ HOWARD Geoffrey, CTC Sentinel, 11/12/2014, p14, [url](#)

²⁴ BOILLEY Pierre, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 151-162, [url](#) ; Jeune Afrique, 05/11/2011, [url](#)

²⁵ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

²⁶ Un terme signifiant « les braves » en arabe, également orthographié Mughawir

²⁷ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p5, [url](#) ; WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#) ; LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

²⁸ Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#) ; LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

²⁹ HOWARD Geoffrey, CTC Sentinel, 11/12/2014, p14, [url](#)

³⁰ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

touareg »], qui vient en aide aux Touaregs³¹, les Touaregs ne peuvent ainsi pas faire carrière comme ministre ou comme haut-gradé au sein de l'armée, ni faire l'acquisition d'une propriété en autres³².

De manière générale, les conditions de vie des Touaregs restent précaires³³. En 2021, Emmanuel Gignac, chef de la mission du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) en Libye, souligne la pauvreté qui touche le quartier délabré de Tayuri ainsi que les autres quartiers touaregs de la ville de Sebha, dépassant celle enregistrée dans les autres régions du pays. Les Touaregs « ont construit les maisons eux-mêmes, et la malnutrition est probablement plus répandue [qu'ailleurs] » ; « Il y a aussi un problème au niveau de l'éducation, car de nombreuses personnes ne peuvent pas inscrire leurs enfants à l'école ». Le chef du HRC précise en outre qu'il ne s'agit pas d'une crise humanitaire, mais bien d'un « problème d'ordre structurel »³⁴.

2.2. Accès à la nationalité

L'accès à la nationalité libyenne est régi par la Loi n°24 de 2010 sur la nationalité libyenne³⁵.

En application de sa Section 2 : « est considéré comme libyen toute personne résidant régulièrement en Libye depuis le 07/10/1951, n'ayant pas d'autre nationalité étrangère et si l'une des conditions suivantes lui est applicable :

- Il/elle est né(e) en Libye.
- Il/elle est né(e) hors de Libye mais l'un de ses parents est né en Libye.
- Il/elle est né(e) hors de Libye mais a résidé régulièrement pendant une période d'au moins 10 ans avant le 10/07/1951³⁶ »

En application de la section 7 de la Loi n°24 de 2010 sur la nationalité libyenne, toute personne faisant la demande de la nationalité libyenne doit apporter la preuve de son origine libyenne par la présentation de documents légaux/authentiques, soumis à la décision du coordinateur du Comité populaire général pour la sécurité générale. Les témoignages ne sont pas considérés comme une preuve³⁷.

La principale preuve de citoyenneté est le livret de famille sur lequel figurent tous les noms des membres de la famille³⁸. Or, de nombreux Touaregs ne possèdent pas le document requis³⁹. En effet, si les familles vivant en Libye depuis un siècle ont réussi à obtenir ces documents, celles installées dans le pays il y a 40 ou 50 ans se le sont parfois vu refuser⁴⁰, ou ne l'ont pas reçu du fait de leur mode de vie semi-nomade⁴¹. En outre, de nombreux Touaregs analphabètes n'ont pas été en mesure de s'enregistrer pour accéder à la nationalité ou n'ont pas eu accès aux informations nécessaires pour le faire⁴².

En 2012, à Oubari, Abdulsamad Mohamed, 60 ans, explique à IRIN (*Integrated Regional Information Networks*)⁴³ que les deux seuls documents d'identité qu'il possède sont « un bout de papier sur lequel figurent les noms des membres de sa famille et une carte d'identité nationale qu'il dit avoir reçue au retour d'un séjour en Algérie »⁴⁴, et où à la rubrique « nationalité », il est indiqué « rapatrié »⁴⁵. « Qu'est-ce que ça veut dire ? » dit-il ; « si quelqu'un me demande de quel pays je viens, est-ce que je dois lui répondre 'rapatrié' ? »⁴⁶.

³¹ France 24, 29/11/2013, [url](#)

³² The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

³³ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

³⁴ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

³⁵ Law Number (24) for 2010/1378 On The Libyan Nationality, [url](#)

³⁶ Law Number (24) for 2010/1378 On The Libyan Nationality, [url](#)

³⁷ Law Number (24) for 2010/1378 On The Libyan Nationality, [url](#)

³⁸ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

³⁹ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴⁰ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#) ; SIGGILLINO Lorenzo, Mediterranean Affairs, 05/06/2015, [url](#)

⁴¹ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p12, [url](#)

⁴² MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p12, [url](#)

⁴³ Créé en 1995, Après près de 20 ans dans le giron des Nations Unies, le service de nouvelles humanitaires IRIN est devenu depuis le janvier 2015 un média d'actualité indépendant et sans but lucratif proposant des articles de première main sur les situations d'urgence

⁴⁴ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴⁵ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴⁶ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

En avril 2012, selon Issa Azaoui, membre de l'association « Toumast », rares sont les Touaregs qui possèdent une nationalité ou un passeport⁴⁷. Selon lui, la plupart n'ont qu'une carte d'identité⁴⁸. En 2012, Emmanuel Gignac, chef de mission du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) en Libye, explique que dans le pays les Touaregs sont essentiellement apatrides⁴⁹. En 2018, un rapport de *Minority Rights Group International* estime que 14 000 Touaregs ne possèdent toujours pas de citoyenneté ou de papiers officiels⁵⁰. En avril 2020, *Amnesty International* souligne que, dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19, les Touaregs ne possédant pas de papier d'identité pour prouver leur nationalité nécessaire pour bénéficier gratuitement des soins, voient notamment leur droit à la santé menacé⁵¹.

3. Après la révolution de 2011

3.1. Une communauté divisée

Lors de la révolution de 2011, un nombre important de Touaregs, et en particulier ceux ayant intégré les forces de sécurité, restent fidèles à Mouammar Kadhafi⁵². Parmi eux, à Tripoli, de nombreux Touaregs sahéliens de la brigade Khamis⁵³ participent notamment à la répression des manifestations ou sont envoyés en première ligne pour combattre les révolutionnaires sur les fronts de Misrata et Zintan, deux villes situées respectivement à l'est et au sud-ouest de Tripoli⁵⁴.

Pour autant, d'autres Touaregs rompent avec le régime de Mouammar Kadhafi⁵⁵, à l'instar de l'ambassadeur libyen au Mali, Moussa Al Koni, qui trouve refuge en France⁵⁶, et/ou rejoignent les révolutionnaires⁵⁷. Après août 2011 et l'entrée des forces révolutionnaires dans la capitale Tripoli⁵⁸, des centaines de combattants Touaregs désertent les forces loyalistes⁵⁹ et regagnent la région du Fezzan, notamment les villes d'Oubari, Ghadamès et Ghât, ou fuient vers le Niger et le Mali comme de nombreux combattants de la Brigade Maghawir notamment⁶⁰.

En 2011, les Touaregs créent le premier groupe armé révolutionnaire touareg, la brigade Ténéré⁶¹, basée à Oubari et dont un certain nombre des membres ont fait défection des rangs de la brigade de Maghawir⁶². Dans la même ville, ils établissent le quartier général de l'Unité révolutionnaire de garde-frontières 411 (*Revolutionary border patrol unit 411*), avec d'autres groupes basés à Al-Aweinat, Issayen, Maknussa et Tahala. Cette unité, dirigée par le chef militaire touareg Mohammed Bilal Issa, est principalement chargée de surveiller la frontière avec l'Algérie, mais dispose de moyens limités, ses membres n'étant notamment que sporadiquement payés⁶³.

A Oubari comme à Sebha, les groupes armés touaregs entretiennent des liens transnationaux très importants avec le Sahel⁶⁴, notamment avec les groupes séparatistes et les mouvements islamistes touaregs basés dans le nord du Mali⁶⁵. En 2012, certains Touaregs rentrés de Lybie effectuent ainsi, à

⁴⁷ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴⁸ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁴⁹ The New Humanitarian, 24/05/2012, [url](#)

⁵⁰ Minority Rights Group International, 07/2018, [url](#)

⁵¹ Amnesty International, 20/04/2020, [url](#)

⁵² WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p8, [url](#)

⁵³ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#) ; LACHER Wolfram, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁵⁴ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#) ; LACHER Wolfram, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁵⁵ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p6, [url](#) ; La Dépêche, 11/03/2011, [url](#)

⁵⁶ Moussa Al Koni devient par la suite l'un des représentants touaregs au sein du Conseil National de Transition (CNT) ; il intègre ensuite le Conseil présidentiel du Gouvernement d'Entente Nationale (GEN) qui est entré en fonction fin mars 2016, avant de démissionner début janvier 2017. En février 2021 il est élu vice-président du Conseil présidentiel transitoire chargé de préparer les élections de décembre 2021.

⁵⁷ Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, p 2, [url](#)

⁵⁸ Jeune Afrique, 05/11/2011, [url](#) ; Patrick Forestier, Paris Match, 16/09/2011, [url](#)

⁵⁹ LACHER Wolfram, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#) ; Jeune Afrique, 05/11/2011, [url](#)

⁶⁰ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », CNRS Editions, 2012, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p8, [url](#)

⁶¹ Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, p 2, [url](#)

⁶² LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁶³ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p9, [url](#)

⁶⁴ Comme en témoigne les déplacements réguliers en 2012 et 2013 à Oubari du commandant en chef du MNL, Mohammed ag Najem (Cf. LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#))

⁶⁵ Conflict Armement Research, 11/2016, p45, [url](#)

partir de cette zone, la jonction avec des membres d'Al-Qaida au Maghreb islamique et d'autres groupes djihadistes, et participent à la création éphémère de l'Azawad, dont le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) proclame l'indépendance le 6 avril⁶⁶.

Au Niger, le chef de la rébellion touareg Agaly Alambo, qui quitta la Lybie en août 2011, fait escorter par ses hommes l'un des fils de Mouammar Kadhafi, Saad Kadhafi⁶⁷, jusqu'à Niamey. Ce dernier, qui avait pris la tête d'une unité d'élite de l'armée libyenne après avoir effectué une carrière de footballeur obtient l'asile politique au Niger en novembre 2011, avant d'être extradé vers la Lybie en 2014, où il y est emprisonné depuis⁶⁸.

3.1. Conflit avec la minorité touboue

Fin septembre 2011, la ville d'Oubari est « libérée » par les forces révolutionnaires⁶⁹, composées de groupes armés hétéroclites, alliant des Touaregs, des Toubous, une minorité ethnique semi-nomade, de langue nilo-saharienne⁷⁰ qui vit à cheval entre la Libye, le Tchad et le Niger⁷¹, et des milices de Zintan déployées dans le Sud⁷². Entre l'automne 2011 et janvier 2012, ces dernières prennent le contrôle des sites stratégiques de la région, et notamment du champ pétrolier de « Sharara »⁷³, dont elles confient la garde à des forces auxiliaires touboues, chargées de surveiller les sites pétroliers et certains postes frontaliers⁷⁴.

Cette alliance avec les Toubous déplaît aux Touaregs, traditionnellement dominants dans la zone située entre Ghât, Oubari et Ghadamès⁷⁵. Ces derniers voient en effet d'un mauvais œil l'implantation de la minorité dans cette zone de tous les trafics, jusque-là essentiellement entre leurs mains⁷⁶.

En avril 2012, des combats opposent des Touaregs aux unités révolutionnaires de Zintan, autour de la ville de Ghât⁷⁷. Selon le quotidien *Le Figaro*⁷⁸, ces affrontements sont déclenchés par la prise en otage d'un Touareg par les milices Zintan, et font une douzaine de morts. En mai 2012, des Touaregs sont également attaqués par des milices révolutionnaires de Zintan à Ghadamès⁷⁹.

Après la révolution de 2011, les Touaregs, qui sont souvent considérés comme des collaborateurs du régime de Mouammar Kadhafi indépendamment de leurs parcours individuels⁸⁰, font également l'objet de représailles, d'intimidations et de discriminations⁸¹ en dehors de leurs zones d'implantation traditionnelles. Selon un rapport du Département australien des Affaires Étrangères et du Commerce, les risques de mauvais traitements sont en outre particulièrement accrus pour ceux qui ne possèdent la citoyenneté libyenne⁸². A Tripoli, des Touaregs sont ainsi chassés de leurs foyers par les autorités intérimaires et placés dans des centres de détention⁸³. Mais l'allégeance alléguée des Touaregs au régime de Mouammar Kadhafi sert en réalité souvent de prétexte pour s'approprier des ressources ou régler des différends anciens⁸⁴.

En 2014, l'assise sur les trafics de la minorité touboue, qui tire parti de son soutien à la révolution pour s'arroger le contrôle des points de passage stratégiques⁸⁵, est en outre confortée par la fermeture de la

⁶⁶ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p8, [url](#) ; Universalis, n.d., [url](#)

⁶⁷ Jeune Afrique, 05/11/2011, [url](#) ; Patrick Forestier, Paris Match, 16/09/2011, [url](#)

⁶⁸ France Info (avec AFP), 16/02/2021, [url](#) ; Le Monde (avec Reuters), 06/03/2014, [url](#)

⁶⁹ Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, 07/2017, p 102 [url](#)

⁷⁰ BEN LAMMA Mohamed, Observatoire du monde arabo-musulman, Fondation pour la recherche stratégique, 20/09/2017, [url](#)

⁷¹ TUBIANA Jérôme, GRAMIZZI Claudio, Small Arms Survey, 06/2017, pp106-107, [url](#)

⁷² Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, p 2, [url](#)

⁷³ Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, p 2, [url](#)

⁷⁴ Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁷⁵ Wolfram Lacher, Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁷⁶ PRIER Pierre, Le Figaro, 05/04/2012, [url](#) ; DINAND Claude-Henry, Diploweb, 01/02/2016, [url](#)

⁷⁷ PRIER Pierre, Le Figaro, 05/04/2012, [url](#)

⁷⁸ PRIER Pierre, Le Figaro, 05/04/2012, [url](#)

⁷⁹ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », CNRS Editions, 2012, [url](#)

⁸⁰ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », CNRS Editions, 2012, [url](#)

⁸¹ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p8, [url](#) ; Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), Australian Government, 14/12/2018, p21, [url](#) ;

⁸² Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), Australian Government, 14/12/2018, p21, [url](#)

⁸³ Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), Australian Government, 14/12/2018, p21, [url](#)

⁸⁴ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », CNRS Editions, 2012, [url](#)

⁸⁵ SAÏD Asma, Les Clés du Moyen-Orient, 09/10/2020, [url](#)

frontière entre l'Algérie et la Libye, qui réduit considérablement le mouvement transfrontalier des Touaregs, également freiné par la présence de patrouilles françaises basées au Niger⁸⁶. La frontière entre l'Algérie et la Libye et la passe du Salvador, un corridor montagneux situé au nord du Niger à la frontière de ces deux pays⁸⁷, est en effet traditionnellement utilisée par les Touaregs pour le commerce et le trafic de cigarettes, de carburants et d'êtres humains notamment⁸⁸.

Ces activités transnationales illicites sont appelées « afrod » en Tamasheq, un terme, apparu dans les années 1960 et dérivé du mot français « fraude⁸⁹ ». Elles se sont particulièrement accrues après la première rébellion touarègue au Niger et au Mali, entraînant la fuite de nombreuses familles touarègues vers la Libye et donnant lieu à la création de véritables réseaux de services de transport frontaliers⁹⁰.

A la suite de la révolution de 2011, alors que les frontières du Sud sont de plus en plus poreuses, les Touaregs tirent en outre profit de leur mode de vie nomade pour participer au transport des migrants⁹¹, venus en majorité d'Afrique de l'Ouest (Niger, Ghana, Cameroun et Gabon)⁹². Ceux-ci sont convoyés via la « route de l'ouest »⁹³, qui part du Mali et traverse le Niger via la ville d'Agadez, avant de rejoindre la ville algérienne de Tamanrasset, de passer la frontière libyenne et d'arriver à Ghât sous le contrôle des Touaregs⁹⁴, qui les transportent jusqu'à Sebha⁹⁵. En 2014, toutefois cette route perd sa centralité en raison du conflit dans la ville d'Oubari entre les milices touarègue et toubou, la route reliant Ghât à la côte libyenne étant coupée en raison du conflit⁹⁶.

La fermeture des frontières et les patrouilles françaises, qui amènent une réorientation des flux commerciaux vers la frontière nigéro-libyenne, réactivent les tensions avec les Toubous qui gèrent les réseaux de contrebande et de passeurs dans cette zone⁹⁷. Cette rivalité est d'autant plus vive que, malgré un siècle de paix entérinée par le traité « midi midi⁹⁸ » de 1893, un accord qui a mis fin à neuf ans de guerre pour le contrôle des routes et des pâturages, certains points demeurent sujets à controverse. Si le traité de 1893 a tracé les limites des territoires touaregs et toubous avec, à l'ouest du col du Salvador, la « terre touarègue », et à l'est, celle des Toubous⁹⁹, la ville d'Oubari, considérée en territoire touareg, reste en effet contestée par les Toubous qui revendiquent le droit de s'y établir¹⁰⁰.

Les tensions entre Touaregs et Toubous sont en outre alimentées par le déclenchement de la seconde guerre civile en mai 2014, et accentuées par les résultats contestés des élections législatives de juillet 2014 qui conduisent à l'établissement de deux parlements rivaux, avec à Tripoli, le Congrès général national (CGN) dominé par les anciens membres du parlement, et à Tobrouk, la Chambre des représentants. Si les Touaregs choisissent en effet en majorité de soutenir le régime de Tripoli et la coalition militaire Aube de Libye (Fajr Libya), les Toubous décident d'apporter leur soutien au régime de Tobrouk et aux forces de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Kalifa Haftar¹⁰¹.

Cette allégeance à Tripoli ne concerne cependant pas tous les Touaregs, qui de par leur caractère hétérogène ont des intérêts propres qui diffèrent au gré des tensions et en fonction de leurs agendas¹⁰². Le maréchal Haftar bénéficie ainsi du soutien de certains Touaregs d'Oubari¹⁰³, ou des Touaregs rentrés du Mali ou du Niger pour des raisons familiales ou du fait de l'ascendant de groupes extrémistes au sein du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)¹⁰⁴. A leur retour en Libye, ces derniers

⁸⁶ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p9, [url](#)

⁸⁷ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

⁸⁸ DINAND Claude-Henry, Diploweb, 01/02/2016, [url](#)

⁸⁹ KOHL Ines, Revue Politique africaine, 2013, [url](#)

⁹⁰ KOHL Ines, Revue Politique africaine, 2013, [url](#)

⁹¹ KOHL Ines, Revue Politique africaine, 2013, [url](#)

⁹² Global Initiative against translational organized crime, 12/05/2015, p5 [url](#)

⁹³ TINTI Peter et WESTCOTT Tom, Institute for Security Studies, 11/2016, p6, [url](#)

⁹⁴ TINTI Peter et WESTCOTT Tom, Institute for Security Studies, 11/2016, p6, [url](#)

⁹⁵ EL KAMOUNI-JANSSEN Floor, Clingendael, 02/2017, [url](#)

⁹⁶ TINTI Peter et WESTCOTT Tom, Institute for Security Studies, 11/2016, p6, [url](#)

⁹⁷ SAÏD Asma, Les Clés du Moyen-Orient, 09/10/2020, [url](#)

⁹⁸ Un terme qui signifie à peu près « amitié » en langue tamasheq

⁹⁹ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p9, [url](#)

¹⁰⁰ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p9, [url](#)

¹⁰¹ Libération, 03/11/2015, [url](#) ; CGRA (Belgique), LandInfo (Norway), Migrationsverket (Sweden), Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Security and Justice (Netherlands), 19/12/2014, p25, [url](#)

¹⁰² TUBIANA Jérôme et GRAMIZZI Claudio, Small Arms Survey, 07/2017, p112, [url](#)

¹⁰³ TUBIANA Jérôme et GRAMIZZI Claudio, Small Arms Survey, 07/2017, p112, [url](#)

¹⁰⁴ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

relancent ainsi la brigade Maghawir, qui est renommée « Brigade Tendé »¹⁰⁵, et conserve son statut officiel d'unité de l'armée libyenne, servant de « parapluie » à des groupes armés touaregs¹⁰⁶

A Oubari, en septembre 2014, la saisie des stations-services et du poste de police de la ville par une milice touarègue met le feu aux poudres¹⁰⁷. Alors que les Touaregs accusent les Toubous de trafic d'essence, dans la nuit, un convoi d'environ 60 combattants toubous, qui bénéficient d'une influence grandissante dans la ville¹⁰⁸, attaquent les bases des milices touarègues situées à l'ouest de la ville, en provenance de la ville de Mourzuq. Dans la semaine qui suit, des milices toubous traversent la ville, incendiant des maisons touarègues. En représailles, les milices touarègues s'emparent alors de la partie supérieure du mont Tendé, un site stratégique qui surplombe Oubari, et tirent sur les quartiers toubous en contrebas¹⁰⁹.

Selon le magazine Jeune Afrique, les accusations de trafic d'essence portées à l'encontre des Toubous, constituent toutefois surtout un prétexte pour les Touaregs, qui leur reprochent de « coloniser leur fief », au regard notamment de l'affluence dans la ville de migrants économiques venus du Tchad et du Niger¹¹⁰. De leur côté, les Toubous taxent les Touaregs d'étrangers, essentiellement venus du Mali et du Niger¹¹¹, les accusant notamment de liens étroits avec les islamistes et djihadistes sahéliens¹¹². Toutefois, si ces contacts sont avérés¹¹³, comme dans le cas de la Brigade des gardes-frontières 315 (*Border Guards Brigade 315*), dirigée par cheikh Ahmed Omar al-Ansari, un Touareg malien, cousin germain de l'ancien dirigeant du groupe islamiste Ansar Dine sévissant au nord du Mali, Ilyad al Ghali,¹¹⁴ selon Jeune Afrique, les liens entretenus par les milices touarègues avec les islamistes sont souvent exagérés¹¹⁵.

Les chercheurs Yvan Guichaoua et Fabien Deycard souligne que le nombre des « mercenaires » touaregs, évalué par certaines sources à quelque 1 500 combattants, est sujet à caution puisque ce chiffre ne distingue pas les combattants recrutés au Mali et au Niger des Touaregs d'origine malienne ou nigérienne installés en Libye depuis des décennies¹¹⁶. Dans un entretien avec Mathieu Galtier, envoyé spécial du quotidien Libération dans le Sud libyen, Ali Jeli, un « Sage » touareg, estime ainsi que le conflit entre Toubous et Touaregs n'est de fait qu'une « guerre ethnique pour la conquête de territoire »¹¹⁷.

En novembre 2014, les milices de Misrata, alliées des autorités de Tripoli et rivales des milices de Zintan alliées du Maréchal Haftar, prètent main forte aux Touaregs pour reprendre le champ pétrolier d'El Sharara aux mains des Toubous depuis 2012¹¹⁸. Les deux gouvernements rivaux de Tripoli et de Tobrouk tentent à plusieurs reprises de stopper le conflit par le biais de chefs tribaux, mais sans résultat ; celui-ci s'installe dans la durée¹¹⁹. Au total, l'utilisation d'armes lourdes fait près de 200 morts et la ville d'Oubari perd plus de la moitié de ses habitants, dont plus de 25 000 sur les 40 000 estimés se réfugient dans les localités de Ghât, Germa et Mourzouk¹²⁰. Selon le site d'informations en ligne *Middle East Eye*, qui couvre les événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de nombreuses familles touarègues trouvent également abris dans l'enclave côtière amazighe de Zouara¹²¹.

¹⁰⁵ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p9, [url](#)

¹⁰⁶ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey, 04/2017, p9, [url](#)

¹⁰⁷ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p11, [url](#)

¹⁰⁸ STOCKER Valérie, Orient XXI, 28/09/2015, [url](#) ; MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p11, [url](#)

¹⁰⁹ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p9, [url](#)

¹¹⁰ Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#)

¹¹¹ MURRAY Rebecca, Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017, p17, [url](#)

¹¹² Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#) ; Mathieu GALTIER, Libération, 24/03/2015, [url](#)

¹¹³ Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#)

¹¹⁴ Conflict Armement Research, 11/2016, p45, [url](#) ; Ligne de défense (Blog Ouest France), 19/05/2013, [url](#)

¹¹⁵ Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#)

¹¹⁶ Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », CNRS Editions, 2012, [url](#)

¹¹⁷ Mathieu GALTIER, Libération, 24/03/2015, [url](#)

¹¹⁸ Le Monde Afrique, 26/09/2016, [url](#) ; DINAND Claude-Henry, Diploweb, 01/02/2016, [url](#)

¹¹⁹ WEHREY Frederic, Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017, p9, [url](#)

¹²⁰ Jeune Afrique, 07/10/2015, [url](#)

¹²¹ ZURUTUZA Karlos, Middle East Eyes, 30/11/2018, [url](#)

Le 10 juillet 2015, le conflit se répercute dans les environs de Sebha¹²², où des affrontements voient le jour entre Toubous et Touaregs à la suite d'un meurtre dans le bidonville de Tayouri. Des centaines de familles fuient le quartier pour se réfugier dans des écoles de Sebha, tandis que des dizaines de civils trouvent la mort, parmi lesquels au moins cinq enfants. En quelques jours toutefois, le conseil tribal de Sebha réussit à instaurer un conseil de quartier et déclare un cessez-le-feu, qui est conclu par l'intermédiaire d'une grande délégation de cheikhs venus de différentes régions, y compris de Misrata et du djebel Nefoussa¹²³.

Le 25 juillet 2015, le comité de Tayouri négocie un accord de paix qui ouvre la voie au retour des habitants ainsi qu'à l'échange de prisonniers et la réouverture des routes. Toutefois, en octobre 2015, les positions sont gelées et restent floues. A Oubari, la ville est désertée et divisée en zone hostiles en proie à des escarmouches régulières¹²⁴ : les miliciens toubous tiennent l'aéroport, le cœur de la ville moderne et les hauteurs environnantes, tandis que les miliciens touaregs contrôlent les quartiers périphériques et le mont Tendé¹²⁵. Le 22 novembre 2015, toutefois, les deux rivaux signent un accord de paix à Doha, où la communauté touarègue est représentée par Abu Baker al Fatih¹²⁶.

En février 2016, le déploiement comme gardiens de la paix des brigades de la tribu des Hassaouana, permet d'assurer un calme relatif dans la ville. Les Hassouana occupent le quartier général de la Brigade Tendé, ainsi que le mont éponyme, et plusieurs check-points sont ouverts permettant à la plupart des combattants non-originares d'Oubari de quitter la ville, à l'exception de quelques unités touboues, originaires de Qatroun, une oasis près de la ville de Mourzouk, qui s'y maintiennent¹²⁷. Selon un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies de mars 2016, le conflit a fait plus de 300 morts parmi les combattants et les civils, 2 000 personnes ont été blessées et Oubari est en grande partie détruite¹²⁸.

La situation demeure précaire¹²⁹ et malgré l'accord de paix, des conflits sporadiques reprennent. Selon le journal *Libya Channel*, à une date non communiquée, des membres de la communauté touboue attaquent les positions touarègues dans le quartier de Mazik faisant au moins quatre morts et une douzaine de blessés. De sources touarègues, il s'agit de la troisième violation de l'accord de paix par les combattants toubous. Ces derniers, de leur côté, justifient ces attaques comme une réplique légitime à des tirs de snipers touaregs visant des civils dans le quartier de Mazik¹³⁰. En mars 2017, un traité de paix est finalement signé à Rome, par des représentants Touaregs et Toubous, en remplacement de celui signé en 2015 à Doha¹³¹.

A Oubari, les conditions de l'accord sont appliquées, les milices se repliant des deux côtés de la ville¹³². Mais le centre-ville en ruine empêche l'accès aux services de première nécessité (eau, électricité, téléphone) et l'aide humanitaire arrive au compte-goutte¹³³. En avril 2017, selon *Middle East Eye*, à Ghat « des centaines de familles touaregs sont installées dans un campement sordide au cœur d'un chantier de construction ». Mohammed Sidi Regadi, un médecin bénévole, explique que « l'Algérie a fermé son passage frontalier et renforcé la sécurité le long de sa frontière depuis la révolution libyenne en 2011 », que « la piste d'atterrissage de Ghat est fermée », et qu'à Oubari, les tireurs d'élite bloquent la seule route défoncée qui relie la ville et au reste de la Libye, la rendant « réellement isolée »¹³⁴. En 2017, les personnes déplacées commencent toutefois à rentrer¹³⁵, mais selon un rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en 2018 quelques 220 familles restent toujours déplacées¹³⁶.

¹²² La ville de Sebha est la capitale historique du Fezzan où vivent de nombreuses tribus notamment la tribu arabe des Ouled Souleymane, la tribu des Kadhafra (dont est issu Mouammar Kadhafi), les Magharha, les Hassaouana, les Warfalla, les Oulad Bu Saïf, ainsi qu'une petite minorité touboue.

¹²³ STOCKER Valérie, *Orient XXI*, 28/09/2015, [url](#).

¹²⁴ STOCKER Valérie, *Orient XXI*, 28/09/2015, [url](#).

¹²⁵ *Jeune Afrique*, 07/10/2015, [url](#).

¹²⁶ MURRAY Rebecca, *Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey*, 04/2017, p14, [url](#).

¹²⁷ WEHREY Frederic, *Carnegie Endowment for International Peace*, 03/2017, p10, [url](#).

¹²⁸ *United Nations Security Council (UNSC)*, 09/03/2016, [url](#).

¹²⁹ WEHREY Frederic, *Carnegie Endowment for International Peace*, 03/2017, p9, [url](#); MURRAY Rebecca, *Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey*, 04/2017, p11, [url](#).

¹³⁰ *Libya Channel*, 17/01/2016, [url](#).

¹³¹ *The New Arab*, 16/07/2019, [url](#).

¹³² *Minority Rights Group International*, 07/2018, [url](#); *Libya Herald*, 28/05/2017, [url](#).

¹³³ MURRAY Rebecca, *Security Assessment in North Africa (SANA), Small Arms Survey*, 04/2017, p14, [url](#).

¹³⁴ MURRAY Rebecca, *Middle East Eye*, 19/04/2017, [url](#).

¹³⁵ *Minority Rights Group International*, 07/2018, [url](#).

¹³⁶ *UNSC, United Nations Support Mission in Libya*, 24/08/2018, [url](#).

3.2. Situation depuis 2019 et l'offensive de l'armée nationale libyenne (ANL) sur la région du Fezzan

En 2019, l'avancée du général Khalifa Haftar sur la région du Fezzan, dont il entend prendre le contrôle engendrent de nouvelles divisions au sein de la communauté touarègue et une reprise des hostilités avec la minorité touboue¹³⁷.

Si, au début de l'année, l'offensive de l'ANL pousse de façon inédite les deux rivaux à constituer des milices communes pour défendre les sites pétrolières d'El Feel, aux mains des Toubous, et celui d'El Sharara, sous contrôle des Touaregs, les deux communautés sont incapables de contenir l'avancée des forces d'Haftar, et leur opposition refait surface¹³⁸. Après que l'ANL a réussi à prendre le contrôle de Sebha¹³⁹, le 6 février 2019, son porte-parole, le général Ahmed al-Mismari déclare que ses forces ont repris le contrôle du champ d'El Sharara après une négociation pacifique avec la 30^{ème} brigade, essentiellement composée de Touaregs¹⁴⁰. Dans la foulée, le 9 février 2019, des groupes armés touaregs, parmi lesquels la Brigade 173 selon Tom Westcott, journaliste anglais spécialisé sur la Libye¹⁴¹, déclarent leur allégeance à l'ANL¹⁴².

En réaction, les autorités de Tripoli nomment le général Ali Kana, ancien dirigeant de la Brigade Maghawir sous le régime de Mouammar Kadhafi, commandant de la zone militaire de Sebha¹⁴³. Rentré du Niger en 2013¹⁴⁴, celui-ci tente de discuter avec la 30^{ème} brigade chargée de la protection du champ d'El Sharara, mais en vain, la 30^{ème} brigade maintenant son soutien aux forces de l'ANL¹⁴⁵. Selon Claudia Grazziani, analyste senior de *l'International Crisis Group*, « les deux principales coalitions libyennes tentent d'attirer les combattants touaregs en leur offrant la citoyenneté et une rémunération » mais « les Touaregs restent divisés »¹⁴⁶.

Au début de l'année 2019, dans la ville de Ghât où les Touaregs constituent l'écrasante majorité de la population, l'ANL négocie l'alignement de la ville avec le maréchal Haftar en échange de la reconnaissance de son administration par les tribus touarègues. L'ANL promet également d'augmenter les investissements dans le cadre d'un engagement à plus long terme dans le Fezzan¹⁴⁷.

Début mars 2019, l'ANL annonce avoir pris le contrôle de Ghât sans combattre¹⁴⁸. Toutefois, après qu'en juin 2019 de fortes précipitations ont inondé la ville, entraînant une crise humanitaire et le déplacement de plus de 1 000 personnes, le maréchal Haftar offre peu d'aide d'urgence. Le gouvernement de Tripoli tente alors de profiter du vide laissé, annonçant qu'il va allouer 10 millions de dinars libyen (soit environ 6,5 millions d'euros) à un fond de secours. D'après le témoignage d'un habitant à l'institut Clingendael, ces aides ne se matérialisent toutefois pas, les seules aides extérieures perçues arrivant d'Algérie¹⁴⁹. Un article de l'agence de presse nationale algérienne rapporte également l'apport d'une aide humanitaire algérienne faisant état des remerciements du président du Conseil social des tribus touarègues, Hocine Lakouni Mohamed, après sa livraison¹⁵⁰.

En novembre 2019 les forces armées affiliées au commandant de la zone militaire de Sebha, Ali Kana, lancent une attaque contre les positions de l'ANL et pénètrent dans le champ pétrolière d'El Feel. L'ANL répond immédiatement par une série de frappes aériennes, qui sont attribuées par un rapport de l'institut Clingendael à des forces étrangères du fait de leur précision. Ce même rapport souligne que cet évènement, en plus de permettre au maréchal Haftar de réaffirmer son contrôle sur les installations pétrolières du Fezzan, conduit d'une manière générale les Touaregs à ne plus aller à l'encontre de l'ANL. D'après la même source, en 2020, « une partie importante des Touaregs semble (en effet) se résigner à la présence de l'ANL dans la région »¹⁵¹.

¹³⁷ Challenges, 28/01/2019, [url](#)

¹³⁸ SAID Asma, Orient XXI, 24/12/2020, [url](#)

¹³⁹ PROFAZIO Umberto, International Institute for Strategic Studies (IISS), 15/03/2019, [url](#)

¹⁴⁰ ADEL Jamal et WESTCOTT Tom, Middle East Eyes, 14/02/2019, [url](#) ; Clingendael, 01/2020, p6, [url](#)

¹⁴¹ WESTCOTT Tom, Middle East Eye, 10/02/2019, [url](#)

¹⁴² Clingendael, 01/2020, p4, [url](#)

¹⁴³ PROFAZIO Umberto, International Institute for Strategic Studies, 15/03/2019, [url](#) ; SAID Asma, Orient XXI, 24/12/2020, [url](#)

¹⁴⁴ LACHER Wolfram, Small Arms Survey, 02/2014, [url](#)

¹⁴⁵ ADEL Jamal et WESTCOTT Tom, Middle East Eyes, 14/02/2019, [url](#)

¹⁴⁶ The New Arab, 16/07/2019, [url](#)

¹⁴⁷ Clingendael, 01/2020, p4 et p5, [url](#)

¹⁴⁸ Clingendael, 01/2020, p4 et p5, [url](#)

¹⁴⁹ Clingendael, 01/2020, p6 [url](#)

¹⁵⁰ Algérie Presse Service, 22/06/2019, [url](#)

¹⁵¹ Clingendael, 01/2020, p7, [url](#)

A la fin de l'année 2020, le Forum de dialogue politique libyen (FDPL), placé sous l'égide de l'ONU au travers de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (UNSMIL), et composé de 75 membres rassemblant les différentes parties au conflit, est créé pour désigner le gouvernement de transition chargé de mettre en place la tenue du double scrutin présidentiel et parlementaire prévu le 24 décembre 2021¹⁵². L'opacité des critères de sélection de ses membres est cependant critiquée par plusieurs minorités du sud libyen, notamment par le Conseil social du peuple touareg, institution politique représentant majoritairement la communauté touarègue libyenne depuis 2015, qui n'a pas été invité à participer aux discussions¹⁵³.

Le 5 février 2021 à Genève, les 75 membres chargés de désigner le gouvernement de transition votent pour la liste d'Abdel Hamid Dbeibah, un politicien et homme d'affaires basé à Misrata, qui est nommé Premier ministre intérimaire¹⁵⁴. Mohammed Younes el-Menfi, originaire de Cyrénaïque, est élu en tant que président du Conseil présidentiel intérimaire tandis que Moussa Al Koni, ancien ambassadeur libyen au Mali d'origine touarègue, et Abdallah Hussein Al-Lafi, un député de Zaouïa, sont tous deux élus vice-président du Conseil¹⁵⁵. Au sein du Conseil présidentiel intérimaire, Moussa Al Konireprésente la région du Fezzan¹⁵⁶.

¹⁵² Econostrum, 07/04/2021, [url](#)

¹⁵³ Washington Institute, 17/12/2020, [url](#)

¹⁵⁴ MACE Celian, Libération, 05/02/2021, [url](#)

¹⁵⁵ Le Point, 05/02/2021, [url](#)

¹⁵⁶ Jeune Afrique, 23/03/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en février et mars 2021.

Texte juridique

Libye, "Law Number (24) for 2010/1378 On The Libyan Nationality"
www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/93753/109727/F-348497827/NATIONALITY.pdf

Organisations intergouvernementales

United Nations Security Council (UNSC), United Nations Support Mission in Libya, « Report of the Secretary General », 24/08/2018, 36 p.
https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/sg-report-on-unsmil_s_2018_780_e_0.pdf

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), «Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges», 03/07/2017
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LIB-HCR-MAS-Final-Report.pdf>

United Nations Security Council (UNSC), « Letter dated 1 June 2017 from the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011) addressed to the President of the Security Council», 01/06/2017
<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1711623.pdf>

United Nations Security Council (UNSC), «Letter Dated 4 March 2016 from the Panel of Experts on Libya Established Pursuant to Resolution 1973 (2011) Addressed to the President of the Security Council», 09/03/2016
http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3CF6E4FF96FF9%7D/s_2016_209.pdf

Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) - International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), « Rapport du groupe de travail de la Commission Africaine sur les populations/communautés autochtones : visite de recherche et d'information en Libye 11-25 août 2005 », 2009
https://www.iwgia.org/images/publications/ACHPR_Libya_FR.pdf

Institutions nationales

Australie, Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), « Country Information Report Libya », 14/12/2018 <https://www.dfat.gov.au/about-us/publications/country-information-reports>

Etats-Unis, United States Department Of State (USDOS), « Country Reports on Human Rights Practices for 2017 », 2017, 30 p.
<https://www.state.gov/reports/2017-country-reports-on-human-rights-practices/libya/>

CGRA (Belgique), LandInfo (Norway), Migrationsverket (Sweden), Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Security and Justice (Netherlands), «Report Libya: Vulnerable Groups», 19/12/2014
http://www.landinfo.no/asset/3022/1/3022_1.pdf

Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Libye. Des discriminations historiques menacent le droit à la santé de minorités dans le sud du pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19 », 20/04/2020
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/libya-historic-discrimination-threatens-right-to-health-of-minorities-in-the-south-amid-covid19/>

Minority Rights Group International, « World Directory of Minorities and Indigenous Peoples - Libya : Tuareg », 07/2018

<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b9fb76e7&skip=0&query=amazigh&coi=LB&searchin=fulltext&sort=date>

Ouvrage

Jean-Yves Moisson et Nadia Belalimat, « L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel », dans « Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés », sous la direction de Mansouria Mokhefi et Alain Antil, CNRS Editions, 2012, p. 73-90

<https://books.openedition.org/editions-cnrs/22854?lang=fr>

Think tanks, universités et centres de recherches

Washington Institute, « Libya's political process will require input from all its people, including women, youth, and minorities, to ensure a government that governs the country fairly and legitimately », 17/12/2020

<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/women-and-youth-are-shaping-libyas-political-dialogue-more-progress-needed>

TOSSELL Jonathan, « Libya's Haftar and the Fezzan One year on », Clingendael, Netherlands Institute of International Relations, 01/2020

[https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-01/Policy Brief Libyas Haftar and the Fezzan Jan 2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-01/Policy%20Brief%20Libyas%20Haftar%20and%20the%20Fezzan%20Jan%202020.pdf)

PROFAZIO Umberto, « Push for southern Libya tests ethnic ties and regional alliances », International Institute for Strategic Studies (IISS), 15/03/2019

<https://www.iiss.org/blogs/analysis/2019/03/southern-libya>

KAM KAH Henry, « 'Blood Money', Migrants' Enslavement and Insecurity in Africa's Sahel and Libya », Africa Development, p25-44, 2019

<https://www.jstor.org/stable/10.2307/26873420>

TUBIANA Jérôme et GRAMIZZI Claudio, « Tubu Trouble: State and Statelessness in the Chad– Sudan– Libya Triangle », Security Assessment in North Africa (SANA), and Conflict Armament Research- Small Arms Survey, 07/2017 <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/working-papers/SAS-CAR-WP43Chad-Sudan-Libya.pdf>

MURRAY Rebecca, « Southern Libya destabilized- the case of Ubari », Security Assessment in North Africa (SANA) – Small Arms Survey, 04/2017

<http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/T-Briefing-Papers/SAS-SANA-BP-Ubari.pdf>

WEHREY Frederic, « Insecurity and governance challenges in Southern Libya », Carnegie Endowment for International Peace, 03/2017

http://carnegieendowment.org/files/CP304_Wehrey_Libya_Final.pdf

EL KAMOUNI-JANSSEN Floor, « Only God can stop the smugglers: Understanding human smuggling networks in Libya », Clingendael, 02/2017

https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/only_god_can_stop_the_smugglers.pdf

BADI Dida, « Les Touaregs et le conflit en Libye », Dynamiques Internationales, n°12, 12/01/2017

<https://dynamiques-internationales.com/wp-content/uploads/2017/01/Badi-DI-12-1.pdf>

Conflict Armament Research, « Enquête sur les transferts d'armes transfrontaliers dans le Sahel », 11/2016 www.conflictarm.com/download-file/?report_id=2433&file_id=2430

TINTI Peter et WESTCOTT Tom, « The Niger-Libya corridor Smugglers' perspectives », Institute for Security Studies, Paper 299, 11/2016

<https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/ISS-Niger-Libya-migrant-corridor.pdf>

DINAND Claude-Henry, « Le Sud libyen : une poudrière régionale. Entre trafics et terrorisme », Diploweb, 01/02/2016 <http://www.diploweb.com/Le-Sud-lybien-une-poudriere.html>

SIGGILLINO Lorenzo, « Ethnic minorities, the main challenge for Libyan stabilization », Mediterranean Affairs, 05/06/2015

<https://www.mediterraneanaffairs.com/ethnic-minorities-the-main-challenge-for-the-libyan-stabilization/>

Global Initiative against translational organized crime, « Libya: Criminal Economies and Terrorist Financing in the Trans-Sahara », 12/05/2015

<https://globalinitiative.net/analysis/libya-criminal-economies-and-terrorist-financing-in-the-trans-sahara/>

HOWARD Geoffrey, « Libya's South: The Forgotten Frontier », CTC Sentinel, Volume 7, 11/12/2014

<https://ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/12/CTCSentinel-Vol7Iss115.pdf>

LACHER Wolfram, « Libya's Fractious South and Regional Instability », Security Assessment in North Africa, Dispatch n°3, Small Arms Survey, 02/2014 <http://www.smallarmssurvey.org/?id=1021>

KOHL Ines, « Afrod, le business touareg avec la frontière : nouvelles conditions et nouveaux défis », Politique africaine, (N° 132), 2013

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-4-page-139.htm?contenu=article>

BLANC Florent, « De quoi l'Azawad est-il réellement le nom? », Territoires de paix, 14/12/2012

<http://territoires.ecoledelapaix.org/mali/azawad-chabre>

MCGREGOR Andrew, « What the Touareg do after the fall of Qaddafi will determine the security future of Sahel », Jamestown Foundation, Terrorism Monitor, n°35, 16/09/2011

<https://jamestown.org/program/what-the-touareg-do-after-the-fall-of-qaddafi-will-determine-the-security-future-of-the-sahel/>

PERRIN Delphine, « Fin de régime et migrations en Libye. Les enseignements juridiques d'un pays en feu », Dossier Sahara en mouvement, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 285-301

<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1259>

BOILLEY Pierre, « Géopolitique africaine et rébellions touarègues. Approches locales, approches globales (1960-2011) », Dossier Sahara en mouvement, L'Année du Maghreb, juillet 2011, p. 151-162

<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1182>

DJIBO Mamoudou, « Rébellion touarègue et question saharienne au Niger », Revue Autrepart, n° 23, mars 2002, p. 135-156 <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2002-3-page-135.htm>

Médias

Econostrum, (média traitant de l'actualité économique des pays bordant la méditerranée), « La nouvelle gouvernance libyenne : Une équation à plusieurs inconnus », 07/04/2021

https://www.econostrum.info/La-nouvelle-gouvernance-libyenne-Une-equation-a-plusieurs-inconnus_a27385.html

Jeune Afrique, « Libye – Emmanuel Macron : 'Les forces turques et russes doivent quitter le sol libyen au plus vite' », 23/03/2021 <https://www.jeuneafrique.com/1141958/politique/libye-le-nouveau-president-rencontre-discretement-emmanuel-macron/>

France Info (avec AFP) « Que devient le clan Kadhafi, dix ans après la révolution en Libye ? », 16/02/2021 https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/que-devient-le-clan-kadhafi-dix-ans-apres-la-revolution-en-libye_4294317.html

MACE Celian, « Libye : un gouvernement transitoire de quatre nouvelles têtes sort du chapeau à Genève », Libération, 05/02/2021

https://www.liberation.fr/international/afrique/libye-un-gouvernement-transitoire-de-quatre-nouvelles-tetes-sort-du-chapeau-a-geneve-20210205_TZMHHDAQKZFSVNFHV3CQUVQLNI/

Le Point (source Agence France Presse), « Élection surprise au poste de Premier ministre libyen intérimaire », 05/02/2021 https://www.lepoint.fr/monde/election-surprise-au-poste-de-premier-ministre-libyen-de-transition-05-02-2021-2412783_24.php

SAID Asma, « Libye. Le Fezzan, une région en lutte contre sa marginalisation », Orient XXI, 24/12/2020 <https://orientxxi.info/magazine/libye-le-fezzan-une-region-en-lutte-contre-sa-marginalisation,4379>

The New Arab, « A quiet conflict is raging in Libya's desertic south », 16/07/2019 <https://english.alaraby.co.uk/english/indepth/2019/7/16/a-quiet-conflict-is-raging-in-libyas-desertic-south>

Algérie Presse Service, « Libye: le président du Conseil social des tribus Touareg salue les efforts de l'Algérie », 22/06/2019 <https://www.aps.dz/monde/90967-libye-le-president-du-conseil-social-des-tribus-touareg-salue-les-efforts-de-l-algerie>

ADEL Jamal et WESTCOTT Tom, « Warring forces in Libya's south deadlocked as LNA seeks control of oil field », Middle East Eye, 14/02/2019 <https://www.middleeasteye.net/news/warring-forces-libyas-south-deadlocked-lna-seeks-control-oil-field>

La Croix, « Libye : la dynamique Haftar s'amplifie » (accès payant), 14/02/2019 <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Libye-dynamique-Haftar-samplifie-2019-02-14-1201002531>,

WESTCOTT Tom, « Feuding tribes unite as new civil war looms in Libya's south », Middle East Eye, 10/02/2019 <https://www.middleeasteye.net/news/feuding-tribes-unite-new-civil-war-looms-libyas-south>

Challenges, « Libye: Les forces de Haftar contrôlent une bonne partie de Sabha », 28/01/2019 https://www.challenges.fr/monde/libye-les-forces-de-haftar-controlent-une-bonne-partie-de-sabha_639277

ZURUTUZA Karlos, « Libya's Tuareg find a new home in coastal Amazigh enclave », Middle East Eye, 30/11/2018 <https://www.middleeasteye.net/news/libyas-tuareg-find-new-home-coastal-amazigh-enclave>

MURRAY Rebecca, « Libye : la bataille fait rage dans le désert du sud-ouest », Middle East Eye, 19/04/2017 <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/libye-la-bataille-fait-rage-dans-le-desert-du-sud-ouest>

ZERROUKY Hassane, « Libye. Derrière le chaos, la guerre du pétrole », L'Humanité, 21/03/2017 <http://www.humanite.fr/libye-derriere-le-chaos-la-guerre-du-petrole-633655>

Le Monde Afrique, « En Libye, l'incessante bataille du pétrole », 26/09/2016 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/26/en-libye-l-incessante-bataille-dupetrole_5003585_3212.html

Libération, « A Sebha les heurts sont quasiment inévitables », 03/11/2015 http://www.liberation.fr/planete/2015/11/03/a-sebha-les-heurts-sont-quasimentinevitables_1410956

CARAYOL Rémi, « Touaregs contre Toubous : la guerre oubliée du Sud libyen », Jeune Afrique, 07/10/2015 <https://www.jeuneafrique.com/mag/267994/politique/touaregs-contre-toubous-la-guerre-oubliee-du-sud-libyen/>

STOCKER Valérie, « En Libye, la guerre oubliée des Touaregs et des Toubous », Orient XXI, 28/09/2015 <http://orientxxi.info/magazine/en-libye-la-guerre-oubliee-des-touaregs-et-des-toubous,1030>

Mathieu GALTIER (Envoyé spécial dans le Sud libyen), « Reportage/Dans le Sud libyen, l'autre guerre », Libération, 24/03/2015

https://www.liberation.fr/planete/2015/03/24/dans-le-sud-libyen-l-autre-guerre_1227687/

Le Monde (avec Reuters) « Saadi Kadhafi, fils de l'ex-dictateur, a été extradé en Libye », 06/03/2014

https://www.lemonde.fr/libye/article/2014/03/06/saadi-kadhafi-fils-de-l-ex-dictateur-a-ete-extrade-en-libye_4378317_1496980.html

Maliactu, « TOUAREG : Une société organisée en tribus et confédérations », 07/12/2013

<http://maliactu.net/Touareg-une-societe-organisee-en-tribus-et-confederations/>

France 24, « Dans le sud libyen, voilà ce qu'un enfant dessine lorsqu'on lui tend un crayon », 29/11/2013

<https://observers.france24.com/fr/20131129-libye-sud-sebha-enfants-dessins-guerre-touareg-toumast>

Panapress, « Naissance en Libye d'un conseil supérieur des Touareg », 02/03/2013

<http://www.panapress.com/Naissance-en-Libye-d-un-conseil-superieur-des-Touareg--13864291-0-lang4-index.html>

Radio France Internationale (RFI), « Mali: le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad », 06/04/2012

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20120406-mali-le-mnla-proclame-independance-azawad>

The New Humanitarian, « Les minorités libyennes revendiquent leurs droits », 24/05/2012

<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/95542/analyse-les-minorit%C3%A9s-libyennes-revendiquent-leurs-droits>

PRIER Pierre, « En Libye aussi, les Touaregs se battent pour leur territoire », Le Figaro, 05/04/2012

<https://www.lefigaro.fr/international/2012/04/05/01003-20120405ARTFIG00976-en-libye-aussi-les-touaregs-se-battent-pour-leur-territoire.php>

Jeune Afrique, « Rebelles touaregs : orphelins de Kadhafi », 05/11/2011

<https://www.jeuneafrique.com/189984/politique/rebelles-touaregs-orphelins-de-kadhafi/>

Patrick Forestier, « La chute du Guide: les révélations d'un proche de Kadhafi », Paris Match, 16/09/2011

<https://www.parismatch.com/Actu/International/La-chute-du-Guide-les-revelations-d-un-proche-de-Kadhafi-150817>

PLASSE Stéphanie, « Mercenaires touaregs : la botte secrète de Kadhafi », Le Nouvel Afrik, 23/03/2011

<https://www.afrik.com/mercenaires-touaregs-la-botte-secrete-de-kadhafi>

La Dépêche, « Kadhafi emploie des mercenaires, mais combien ? », 11/03/2011

<https://www.ladepeche.fr/article/2011/03/11/1032761-kadhafi-emploie-des-mercenaires-mais-combien.html>

Blogs

SAÏD Asma, « L'ethnie Toubou à l'heure de la révolution. Les Toubous dans le conflit libyen (3/5). Les affrontements inter-ethniques : Toubous vs/ Touaregs », Les clés du Moyen-Orient, 09/10/2020

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-ethnie-Toubou-a-l-heure-de-la-revolution-Les-Toubous-dans-le-conflit-libyen-3.html>

Ligne de défense (blog d'Ouest France), « Les islamistes battus au Mali se refont une santé en Libye », 19/05/2013

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2013/05/15/les-islamistes-battus-au-mali-se-refont-une-sante-en-libye.html>

Autre source

Universalis, « La question touarègue et l'après-Kadhafi », n.d.

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/touaregs/6-la-question-touaregue-et-l-apres-kadhafi/>